Le Soir
PANORAMA

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

SUITE AU SAUVETAGE DE L'ASSUREUR AMÉRICAIN AIG

Les Bourses mondiales entre soulagement et craintes

Après deux jours de crise, et suite au sauvetage de l'assureur américain AIG, les places boursières mondiales étaient hier partagées entre soulagement et incertitudes.

Mardi soir, la Réserve fédérale américaine (FED), la banque centrale des Etats-Unis, est venue au secours de l'assureur américain AIG qui ne disposait plus que de quelques heures avant de devoir déposer son bilan. La FED avait annoncé qu'elle allait consentir à AIG un prêt pouvant aller jusqu'à 85 milliards de dollars, qu'elle a justifié par les dangers que pourrait faire courir une faillite de l'assureur à des marchés financiers fragilisés. En contrepartie, l'Etat américain va recevoir une participation de 79,9% dans le capital de l'assureur. Avant cette annonce officielle, le Dow Jones, indice vedette de la Bourse de New York, avait terminé en hausse de 1,30% et le Nasdaq de 1,28%, soutenus par les rumeurs d'une intervention publique pour sauver AIG de la faillite. Les Bourses européennes avaient, pour leur part, fermé sur des pertes modérées. Hier, mercredi, les Bourses d'Asie et d'Europe réagissaient en ordre dispersé, partagées entre le soulagement après le sauvetage de l'assureur américain AIG et la crainte d'autres mauvaises surprises en provenance de Wall Street. Les marchés boursiers européens, qui avaient particulièrement souffert lundi et mardi, ont ouvert en hausse mercredi, mais l'optimisme général s'est vite émoussé et une tempête financière a même éclaté en Russie. En Asie, presque toutes les places de la région ont démarré en forte hausse mais certaines ont rapidement inversé la tendance, le pessimisme reprenant le dessus. L'intervention de la FED est considérée comme le premier pas vers une stabilisation du marché financier, et cela entraîne des rachats d'actions, selon les analystes. Mais les principes qui guident les autorités financières restent peu clairs au niveau du marché qui se demande pourquoi la FED et le Trésor américain ont sauvé AIG, Freddie Mac et Fannie Mae, tout en laissant tomber la banque d'affaires Lehman Brothers, dont une partie des actifs aux Etats-Unis a été achetée par la britannique Barclays pour 250 millions de dollars. Les investisseurs se demandent maintenant quelle sera la prochaine institution financière américaine à tomber. Les regards se tournaient hier vers une nouvelle victime de la crise financière, le groupe bancaire Halifax Bank of Scotland (HBOS), qui devrait être rachetée en urgence par sa rivale Lloyds TSB.

C. B. / Agences

PÉTROLE

Léger rebond des prix

Les prix du pétrole rebondissaient nettement hier matin, gagnant près de 3 dollars sur les principaux marchés pétroliers en raison de la dissipation des craintes sur l'économie mondiale, d'une baisse attendue des stocks pétroliers américains et de problème d'offre résultant de problèmes géopolitiques et climatiques. A Londres, le baril de Brent pour livraison en novembre s'échangeait à 91,73 dollars en milieu de journée, en hausse de 2,51 dollars. A la même heure, le light sweet crude pour livraison en octobre valait 93,94 dollars sur le marché new-yorkais, gagnant 2,79 dollars. Les cours du baril ont rebondi dans la matinée jusqu'à 93,21 dollars à Londres et 95 dollars à New York. Les analystes attribuent la remontée des cours du pétrole hier à la conjugaison d'un ensemble de facteurs, dont les mesures prises par la FED pour sauver AIG, les problèmes au Nigeria, une petite remontée de l'euro face au dollar et des stocks américains dont la forte baisse était attendue hier. Depuis l'annonce du dépôt de bilan de la banque Lehman Brothers lundi, les cours du brut ont lâché plus de 8 dollars. Mardi, ils ont touché leurs plus bas niveaux depuis sept mois, sous 90 dollars à Londres (88,99 dollars) et 90,55 dollars à New York, soit une dégringolade de près 60 dollars au total en deux mois.

C. B./ APS

Crise financière, un séisme sans précédent

Par Hassane Zerrouky

Wall Street et la plupart des places financières ont la gueule de bois. Le dépôt de bilan de la banque américaine Lehman Brothers, quatrième banque d'investissement aux Etats-Unis, a fait vaciller les marchés financiers. Le montant cumulé des dettes de cette banque représente 613 milliards de dollars ! Mais surtout, en dépit du sauvetage de la Merryll Lynch, seconde banque des investissements aux Etats-Unis rachetée par la Bank of America, et la nationalisation (une première dans le monde néolibéral) une semaine plus tôt de Fannie Mac et Freddie Mac, deux établissements de crédit, par le gouvernement américain, un effet dominos n'est pas à écarter : des banques sont à leur tour menacées de faillite. AIG, premier assureur du pays (116 000 employés), qui était dans le rouge, a été sauvé de justesse par le Trésor US. Pire, aucun pays n'est à l'abri de ce séisme financier.

Mais alors, comment en est-on arrivé à cette situation qui aura des conséquences sur l'économie mondiale et qui n'épargnera pas l'Algérie ? A l'origine, c'est ce qu'on a appelé la crise des subprimes, à savoir le recours par des millions de ménages américains à l'emprunt et au crédit hypothécaire pour financer notamment l'achat de leurs habitations. Au point où fin 2007 (pour aller vite) l'endettement des ménages (poussé au maximum par les banques) dépassait très largement leur revenu disponible.

Au bout de quelques années, ces millions de ménages ne pouvaient plus faire face aux remboursements des crédits contractés, soit une masse énorme de créances de plusieurs centaines de milliards de dollars.

Des créances qui sont transformées en produits financiers sous forme de titrisation, technique consistant à les transformer en obligations placées ensuite sur le marché, ce qui n'a fait qu'aggraver un surendettement sans contre-partie réelle, surendettement que le recours à la planche à billets n'a pu endiguer !

Pour l'heure, si dans un premier temps, les autorités américaines ont réussi à sauver deux banques en les nationalisant, en aidant la Bank of America à racheter Merryl Lynch, en poussant les dix grandes banques US à constituer un consortium disposant d'un fonds commun de 70 milliards de dollars dans lequel elles puiseront en cas de besoin, cette politique de sauvetage monétaire des banques en faillite a des limites. Non seulement, elle coûte cher mais elle se heurte aux limites des réserves disponibles.

Pour s'en sortir, les Etats-Unis vont recourir à la bonne vieille méthode de l'émission des bons du Trésor qui permet de financer le déficit commercial et le déficit budgétaire américain mais aussi une dette qui avoisinera les 10 000 milliards de dollars à fin 2009. La Chine, pour des raisons d'exportation de ses produits, est le plus gros acheteur de bons du Trésor US (plus de 400 milliards de dollars en 2007), juste derrière le Japon (1er investisseur en bons du Trésor).

Ce dernier ainsi que l'Arabie Saoudite paient leur protection militaire. Le drame est que par le biais de la baisse des taux d'intérêt, Washington rembourse ses créanciers (les acheteurs de bons du Trésor) en un dollar dont la valeur s'est dépréciée par rapport au moment de son émission sur le marché. L'Algérie, par exemple, qui a investi une partie de ses réserves de change en bons du Trésor US, ne va pas lui rapporter grand-chose.

Autre moyen pour financer sa dette, Washington fait appel (pour ne pas dire contraindre) aux Fonds souverains asiatiques et arabes. Or, dans la crise générée par les subprimes, les fonds souverains ont laissé des plumes.

ADIA, fonds souverain d'Abou Dhabi qui a accepté d'entrer dans le capital de Citygroup (dont le titre a perdu 40%), a perdu des milliards de dollars ! Plusieurs autres fonds souverains ont également vu leur argent partir en fumée quand les banques dans lesquelles ils ont investi — Bear Streams, Union des banques suisses, Blackstone, Morgan Stanley — ont vu leur titre baisser de 20 à 60% du fait de cette crise ! Et ce n'est pas fini !

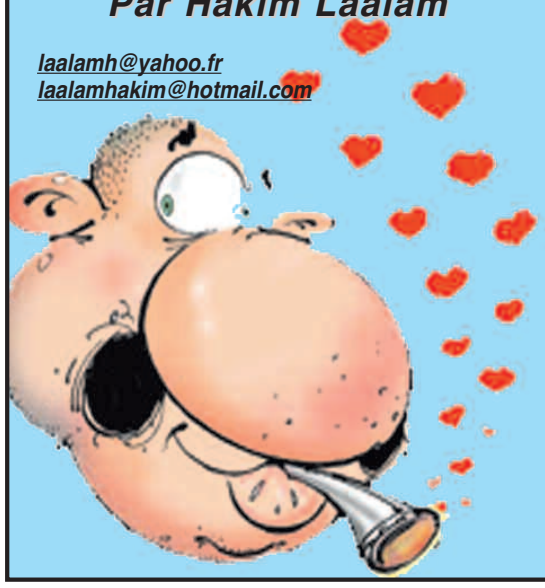
H. Z.

POUSSE AVEC EUX !

PRATIQUE ILLÉGALE DE LA MÉDECINE !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



Pour lever un bras, les députés touchent 30 millions par mois. S'ils lèvent les deux bras, ils doubleront leur salaire. Et s'ils…

…lèvent le pied, ils le triplent !

Abdekka gère le pays par ordonnance. En soi, ce n'est pas une mauvaise chose. Lorsqu'on gère un pays par ordonnance depuis près de dix ans, c'est l'aveu même que le pays est malade. Et donc, par ricochet, le démenti de tous les bilans hyper-ronflants sur la bonne santé de l'Algérie. Par contre, si l'acte de gérer le pays par ordonnance peut à la limite passer en contrée non démocratique, le fait de venir un jour devant les maires de ce pays et de dire tout haut, assez haut pour que les petits maires des petites bourgades assis au fond de la salle entendent aussi bien que les gros maires «je me suis trompé», là nous sommes devant un grand, un très grand problème ! Administrer des ordonnances à un pays malade et admettre publiquement que l'on s'est gouré dans les ordonnances, cela relève de l'erreur médicale. Le genre d'erreurs médicales qui vous laisse votre patient sur le billard, au mieux qui l'envoie ad patres dans les jours qui suivent. Et très franchement, je suis étonné, voire même un peu outré, que l'ordre des médecins n'ait pas réagi plus rapidement à ce véritable scandale en sanctionnant le Docteur Jivago qui administre de mauvaises ordonnances à un pays déjà mal en point. Tous les bons médecins, tous les médecins tout court vous le diront, l'acte de rédiger et de délivrer une ordonnance est à la base de la relation de confiance entre le toubib et ses patients. Une bonne partie de la guérison d'un malade commence avec ce geste du praticien qui tend une feuille à celui ou celle qui le consulte et prononce cette phrase culte dans le monde de la médecine : «Avec ça, ça devrait aller !» Imaginez maintenant la terreur qu'ont dû vivre et que vivent près de 34 millions de malades algériens. Ils ont vu en direct live le chef de la clinique où ils sont bien forcés d'aller se faire soigner reconnaître que toutes ces longues années passées, il s'était trompé. Kesskevouferié, vous, à leur place ? Déchirer toutes les ordonnances délivrées par ce médecin ? Oui, d'accord, mais encore ? Vider votre pharmacie de tous les médicaments qu'il vous a prescrits par le biais de ses ordonnances ? Oui, d'accord, mais encore ? Porter plainte auprès de la justice pour grave erreur médicale ? Oui, d'accord, mais encore ? Changer de médecin ? Ah ! Tout de même ! Vous y arrivez enfin ! Vous en a fallu du temps pour prendre la bonne décision. Tellement de temps que je me demande parfois, à voir votre lenteur, si les dégâts provoqués par les ordonnances du faux toubib ne sont pas irrémédiables. Je fume du thé (médecine douce, sans ordonnance) et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.